

Renforcement des Capacités pour les Systèmes d'Innovation Agricoles

INFO CDAIS Burkina

Capitalisation des expériences



SOMMAIRE

Bulletin N° double 01 & 02

Les conseillers agricoles de l'UGCPA testent la plateforme numérique créée pour moderniser le Conseil d'Exploitation Familiale (CEF).....	3
Projet CDAIS : Atelier de présentation de l'outil Conseil à l'Exploitation Familiale ... pour un service Conseil d'Exploitation Agricole différent et prospère !.....	4
8e réunion "AGRINATURA TASK TEAM" : L'équipe du projet CDAIS Burkina Faso présente à Lisbonne, Portugal	5
CAP Matourkou : Un incubateur au service du secteur agricole.....	6
Projet CDAIS : Une approche fondée sur la co-construction entre acteurs	7
L'importance des chartes foncières locales réside donc dans sa capacité intrinsèque à résorber la problématique liée à l'accès à la terre	10
Projet CDAIS : Un dispositif d'accompagnement qui propulse les acteurs des Situations Localisées d'Innovation Agricole.....	13



CDAIS INFO, publication mensuelle,

Editée par CDAIS Burkina.

Directrice de Publication: Aurélie TOILLIER

Rédactrice en chef : Gisèle Benjamine MINOUNGOU

Contributeurs : Liliane TOKORE, Armel HIEN, Idrissa NACAMBO , Raymond KIOGO , Marc GNOUMOU

Lassaya NIKIEMA , Prosper KOLA , Clémence LANKOUANDE, Aurélie TOILLIER, Aristide SEMPORE

Les conseillers agricoles de l'UGCPA testent la plateforme numérique créée pour moderniser le Conseil d'Exploitation Familiale (CEF)

Du 11 au 13 février 2019, dans le cadre du développement de l'outil TIC de collecte et de traitement des informations du CEF, des rencontres de présentation, de formation des animateurs et cadres chargés du CEF et de test de la plateforme, ont été planifiées à Ouahigouya avec l'Union des groupements pour la commercialisation de produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA).



Vue des participants à la formation

Avec pour objectif de former les animateurs et cadres à l'usage de la plateforme numérique développée par AGRIDATA pour faciliter la collecte numérique et le traitement des données du CEF, plusieurs tests d'application se sont effectués avec les usagers en possession de leurs cahiers de données technico-économiques.

Comment créer un producteur avec son profil ? Comment procéder à des corrections dans l'interface en cas d'erreur ? Comment ajouter une nouvelle variété, le nom de la variété, le type de spéculation ? Comment synchroniser les données saisies ? Et enfin, comment créer un nouveau village ? Les participants ont eu trois jours pour se familiariser à l'usage de la plateforme numérique

Pour le Secrétaire Général de la Fédération Nationale des Groupements Naam, Mamadou GANAME, la plateforme numérique pour le Conseil à l'Exploitation Familiale est un outil très important pour le développement de la FNGN. « Les animateurs ne peuvent plus modifier les chiffres et la FNGN pourra prendre ses décisions sur des données fiables grâce à cet outil. » Le Secrétaire Général a aussi souhaité l'introduction

dans l'application CEF, d'une option voix permettant au producteur de pouvoir fournir des données en langue mooré.

Quant à l'animateur en charge de collecter les données technico-économiques avec les chefs d'exploitations agricole, il pourra effectuer ses saisies hors connexion et la synchronisation des informations se fera de façon automatique dès que l'animateur sera connecté, ce qui permettra au conseiller CEF de vaquer à d'autres occupations puis de visualiser les données et procéder à d'éventuelles modifications au besoin.

Des solutions palliatives pour faciliter l'usage de la plateforme

La confidentialité des données a été soulevée comme une inquiétude par les conseillers (animateurs). Afin de les rassurer, le mode d'hébergement des données via internet ainsi que les conditions de protection des données leur ont été expliqués. De même, une convention sera élaborée entre les parties prenantes pour la gestion des données appartenant aux organisations de producteurs membres du

Réseau-Gestion qui est à l'origine de ce projet innovant.

En outre, il a été suggéré aux participants à la formation, de faire beaucoup de saisies et de façon régulière afin d'avoir une parfaite maîtrise de la plateforme et de détecter d'éventuels problèmes inhérents à l'application.

Pour le cas des agriculteurs ayant fait l'école franco - arabe, une équivalence a été trouvée en rapport avec le système de l'école classique en français.

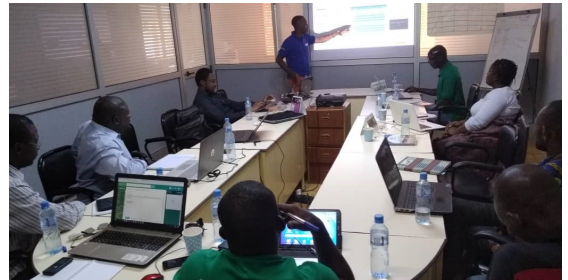
Par ailleurs, les prévisions concernant différentes activités agricoles devront également être intégrées dans le jeu de données de la plateforme à savoir le coût prévisionnel de la production, le calendrier, etc.

A l'issue de cette session de test, les conseillers ont exprimé leur très grande satisfaction par rapport à cette nouvelle plateforme numérique ainsi que les grands atouts qu'elle offre au service de CEF de Ouahigouya.

Les animateurs ne peuvent plus modifier les chiffres et la FNGN pourra prendre ses décisions sur des données fiables grâce à cet outil.

Projet CDAIS : Atelier de présentation de l'outil TIC Conseil à l'Exploitation Familiale ... pour un service Conseil d'Exploitation Agricole différent et prospère !

L'éclosion des idées nouvelles relatives à l'intégration du numérique dans le conseil fournis aux producteurs est censée faciliter le Service des Organisations Paysannes et contribuer à une agriculture intensive et de qualité.



Du 15 au 16 Mars 2019, ECO-Data, le cabinet en charge du développement de la plateforme en co-construction avec le Organisations Paysannes (OP) et le CDAIS, a présenté l'outil TIC/CEF en vue de son usage par les acteurs de la mise en œuvre du CEF au sein du Réseau gestion.

En résumé, l'outil comprend trois grandes parties :

Une première partie dédiée aux **utilisateurs**, dont un super administrateur, un administrateur niveau OP et un agent de collecte. Avec deux interfaces, Web et Mobile, les utilisateurs peuvent s'identifier à partir d'une tablette, d'un smartphone ou d'un ordinateur.

La deuxième partie ou **la collecte des données**, permet à l'animateur de se connecter sur son compte et de procéder à l'enregistrement du producteur. Ici, il s'agit pour l'agent de créer un profil du producteur, de définir par exemple la campagne, les activités agricoles, les intrants et le niveau d'équipement du producteur.

Enfin vient la **phase d'analyse**. Grâce au profil du producteur et des renseignements sur ses activités de productions agricoles, cette dernière partie de l'outil CEF offre la possibilité de connaître les rendements, les situations des dépenses et recettes des exploitations, les ressources matérielles et le chiffre d'affaire du producteur.

En dehors de l'outil CEF, la plateforme comprend un dispositif de communication qui présente le Réseau Gestion et les Organisations des Producteurs, et aussi communique sur les activités de ces derniers. Elle dispose également d'un contenu informationnel et offre l'opportunité d'un service conseil via SMS.

Le numérique offre des opportunités nouvelles et immenses...

La présentation de la plateforme a reçu un bon écho de la part des participants. La plateforme selon les OP, donnera de grandes possibilités. La connaissance d'un membership réel, les spéculations, les productions réelles..., en somme, une base de données des productions agricoles fiable.

« Avec ces données nous pourrons bâtir un bon plaidoyer auprès de nos autorités et de certains bailleurs de fonds », souligne Marc Gansonré, référent du Réseau Gestion. « *C'est un bel outil qui, dans quelques années sera d'une grande référence dans le secteur agricole* », renchérit-il.

Il est vrai que des outils de géolocalisation, de télédétection et de la fertilité du sol par le biais du drone par exemple existent, mais un Outil de Collecte, de Traitement et d'Analyse

des Données du Conseil d'Exploitation Agricole figurera parmi les premiers au Burkina Faso.

Pour le Directeur Générale d' ECO-DATA, « valider un travail qui a été fait ensemble dans une approche de co-construction, est signe d'une bonne collaboration. C'est l'une de nos meilleures collaborations d'ailleurs. »

“Avec ces données nous pourrons bâtir un bon plaidoyer auprès de nos autorités et de certains bailleurs de fonds.

Pour les prochaines étapes, les acteurs devront finaliser et rédiger un plan d'action détaillé de pérennisation, convenir d'une appellation de l'outil CEF et élaborer une convention tripartite de la gestion de la plateforme TIC /CEF développée.



Marc GANSONRE-Référent Réseau Gestion

8^e réunion “AGRINATURA TASK TEAM” : L'équipe du projet CDAIS Burkina Faso présente à Lisbonne, Portugal



Les équipes du projet CDAIS dans les huit pays pilote : Bangladesh, Laos, Ethiopie, Rwanda, Angola, Burkina Faso, Honduras et Guatemala

Du 18 au 22 février 2019, l'équipe du projet CDAIS Burkina Faso a pris part à Lisbonne (Portugal) aux côtés des équipes des sept autres pays pilotes à la 8^e réunion “AGRINATURA TASK TEAM”, organisée par la coordination globale du projet de concert avec la FAO. Les objectifs de cette rencontre étaient de partager les acquis et leçons apprises dans chaque pays dans la mise en œuvre du projet et de former les équipes aux dernières étapes de la démarche de suivi-évaluation apprentissage (MEL) afin de démontrer les effets issus du projet en juin

Les membres des équipes des huit pays ont été accueillis à Lisbonne par le Président Antonio Guerreiro de Brito de l'Institut Supérieur d'Agronomie de Lisbonne (ISA). La réunion a permis aux équipes des huit pays de partager les enseignements tirés dans la mise en œuvre du projet dans chaque pays et de présenter les résultats

clés qui ont été engrangés à chaque niveau (SIL – organisation – Politique – SIA). Les équipes ont également échangé en plénière et en travaux de groupe sur la dernière phase du cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) du projet, les concepts clés, la méthodologie et l'analyse de la contribution du projet CDAIS au renforcement des capacités fonction-

nelles des acteurs à tous les niveaux.

Le projet CDAIS est dans sa phase finale de mise en œuvre et la coordination globale du projet CDAIS a souhaité à la fin de la réunion que les membres des équipes pays pilotes mettent tous leurs efforts pour une bonne capitalisation des acquis du projet et surtout pour une bonne visibilité des résultats tant au niveau national que mondial.

Service Support à l'innovation: Un incubateur au service du secteur agricole

Du 18 au 21 mars 2019 s'est déroulé au Centre Agricole polyvalent de Matourkou (CAP-M), un atelier de formation du personnel de la structure sur la mise en place d'un incubateur dans le secteur agricole. Cette formation est un accompagnement du projet *Capacity development for agricultural innovation systems* (CDAIS).



Vue des participants

Le CAP-M en tant que école publique de formation technique et professionnelle de l'État a pour missions la formation initiale et continue des agents chargés de l'appui-conseil des producteurs agricoles, l'accompagnement des entrepreneurs agricoles et la formation des producteurs et des organisations paysannes. Le Centre fournit trois catégories de services supports à l'innovation : le renforcement des capacités, la mise à la disposition de connaissances et technologies innovantes



Les participants échantent avec les consultants sur les concepts relatifs à la création d'entreprises

monde grâce à un partenariat dynamique et diversifié, le Centre ambitionne de mettre en place un incubateur dans son domaine de compétence : l'agriculture.

Ce couvoir sera un support institutionnel aux entrepreneurs agricoles et aux niches d'innovation. Ce qui va contribuer à créer des emplois décents dans le secteur au profit des jeunes. Sous cet angle, le diagnostic des besoins en renforcement des capacités du CAP-M réalisé par le projet CDAIS en mars 2018 avait indexé que le contenu du projet de création d'incubateur au sein du CAP-M nécessite d'être réévalué pour mieux répondre aux besoins de ses cibles. En effet, la forme de l'incubateur, l'approche, les outils et les méthodes d'accompagnement des porteurs de projet n'avaient pas été clairement définis.

La formation financée par CDAIS et conduite par ActivSpaces en la personne de Steve Tchoumba a permis durant trois jours à la vingtaine de participants dont le personnel du CAP-M de se familiariser avec les concepts clés et les outils relatifs à la création d'entreprises. De façon pratique ils ont pu harmoniser leurs points de vue, identifier des cibles de l'incubateur et élaborer une esquisse de plan d'affaire ou business model canevas. Le Secrétaire Général du CAP-M au nom du DG empêché a pris l'engagement de mettre en place un dispositif pour que la formation ne soit pas une de plus. Des points focaux ont été identifiés pour :

- Écrire une vision de l'incubateur (en une phrase),
- Faire une maquette en 3D de l'incubateur,
- Élaborer un pitch deck pour la recherche de financement.

Au regard du contenu partagé lors de la formation, les acteurs du CAP-M ont affirmé que l'ancienne vision de l'incubateur sera revue. Et comme l'a bien souligné le Secrétaire Général, « la construction et l'innovation vient de la capacité de se remettre en cause.. ». Ce qui montre tous leurs intérêts lié à la thématique. La FAO qui est partenaire clé dans le secteur agricole était de la partie pour mieux comprendre les attentes de la structure en matière de création de l'incubateur agricole.



Groupe de travail

et l'appui institutionnel pour la diffusion-dissémination de l'innovation à large échelle.

Conformément à sa vision qui est d'être une institution de formation professionnelle et technique agricole de référence, en phase avec les réalités de terrain et les besoins des acteurs du développement rural, ouverte sur le

Le projet CDAIS en soutien aux transformatrices de produits céréaliers locaux

Diplômé d'ingénierie de conception en vulgarisation agricole et d'un Master en Management de l'Environnement et Développement Durable, Raymond KIOGO, ingénieur de recherche à l'IRSAT/CNRST, est facilitateur de la Situation d'Innovation Localisée des Micro-entreprises Familiales De Transformation Agroalimentaire dirigées par des femmes de Bobo (SIL MEF) pour le projet CDAIS depuis 2015. Pour cet ingénieur de recherche agricole, le développement des systèmes d'innovation agricole est la solution pour faire face aux réalités du moment. Interrogé par CDAIS Info, Raymond KIOGO nous parle de la SIL MEF et nous livre les résultats obtenus.

Donnez-nous votre avis sur l'approche du projet ?

Le projet CDAIS utilise une approche qui permet une bonne interaction entre acteurs des situations d'innovation localisées. En effet, l'approche combine des ateliers de mise en relation entre les acteurs avec d'autres activités de renforcement des capacités qui permettent de faire progresser le processus de l'innovation. Le caractère itératif de l'approche du projet permet d'avoir des résultats utiles. Elle est à encourager dans la mise en œuvre des actions de développement de façon plus générale.

Parlez-nous de la SIL MEF dont vous êtes le facilitateur. Quels sont les objectifs prioritaires ?

Depuis de nombreuses années, des femmes créent leurs propres entreprises de transformation agroalimentaire en valorisant des produits agricoles nationaux. Les produits transformés obtenus, très innovants, sont ensuite vendus sur le marché et accessibles aux populations urbaines. Il s'agit des unités de transformation familiale, gérées par elles-mêmes et souvent placées en incubation à l'Institut de Re-

cherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT), qui mène des travaux de recherches sur la technologie alimentaire et sur la mise au point des équipements adaptés pour la transformations agroalimentaire.

Au départ quelle était la nature et l'étape de l'innovation ?

Le diagnostic de la SIL a révélé qu'il s'agissait d'une innovation de produit et organisationnelle. Une innovation de produit dans la mesure où elle met en place des produits transformés innovants. Une innovation organisationnelle traduite par la mise au point ou l'adoption d'une nouvelle organisation du travail. Il s'agissait en effet d'aider à l'organisation du réseau pour l'ac-

« Depuis de nombreuses années, des femmes créent leurs propres entreprises de transformation agroalimentaire en valorisant des produits agricoles nationaux. »

quisition des services d'accompagnement comme les crédits groupés, les achats et ventes groupés. Lorsque CDAIS a proposé d'appuyer les entrepreneuses, le processus d'innovation en était à une phase de développement, c'est-à-dire d'expérimentation ou d'adaptation de la technologie.

Quelles sont les catégories d'acteurs impliqués dans les actions de Renforcement de Capacités de la SIL ?

Plusieurs acteurs sont impliqués



KIOGO Raymond-Facilitateur de la SIL Micro Entreprise Familiale

dans les actions de renforcement de capacités de la SIL MEF. Nous avons les structures financières (Réseau des caisses populaires et Baitou Maal), les distributeurs (boutiques et alimentations), les transporteurs, les fournisseurs de matières premières (producteurs et commerçants), les fournisseurs d'emballages et équipementiers, les instituts de recherche (IRSAT, INERA, laboratoire d'analyse), les structures d'appui (DGPER du MAAH, ANVAR, structure déconcentrée du ministère de la promotion de la femme) et le réseau des transformatrices (RTCF).

En tant que facilitateur, quelles sont vos missions ?

En charge de la facilitation des activités de la SIL, ma mission est d'accompagner et de coacher les acteurs de la SIL durant le processus de renforcement des capacités des acteurs. En effet, j'assure la mise en œuvre des activités inscrites dans le plan d'accompagnement de la SIL conformément à leurs objectifs prioritaires. Pour ce faire j'aide les acteurs dans l'identification, la sélection des partenaires techniques et financiers devant

contribuer au renforcement des capacités techniques et fonctionnelles des acteurs. Enfin, j'organise, anime et je fais le rapportage des différents ateliers de mise en relation.

Des résultats ont été engrangés dans le cadre de la SIL MEF, parlez-nous de ces résultats.

Des résultats très satisfaisants ont été engrangés dans la SIL MEF avec dans le cadre du projet CDAIS. Grâce à l'accompagnement et au coaching, le Réseau des Transformatrices de Céréales du Faso (RTCF) a pu obtenir des crédits de groupe auprès d'institutions de micro-finance. Nous avons assisté à une nette amélioration de la qualité de leurs produits et de la gestion financière des unités de transformation. Ces améliorations ont eu comme conséquence une augmentation de l'ordre de 25% environ de leur clientèle) et un renforcement de la collaboration entre les acteurs.

Vous parlez d'amélioration dans le fonctionnement du réseau et la gestion des unités, quels sont les grands changements?

Oui ! Il faut souligner qu'il y a plus d'engagement et de responsabilisation des transformatrices dans leurs activités. On note une prise de conscience des femmes dans la conduite de leurs activités dans chaque unité. Aussi, elles n'ont plus peur d'emprunter un crédit individuel et n'hésitent pas à aller chercher elles même les clients. Aussi, la collaboration entre les acteurs est meilleure en ce moment. La collaboration entre les femmes des différentes unités et la collaboration avec les autres acteurs de la chaîne de valeur. Par exemple, au niveau du réseau, la vie associative est renforcée, les femmes participent aux rencontres statutaires du réseau et paient leur cotisation pour le fonctionnement du réseau. Dans les unités, elles assistent

et partagent des informations techniques entre elles pour que chacune améliore la qualité de ses produits.

Contez-nous quelques obstacles dont vous avez rencontré dans l'accompagnement de cette SIL.

Les acteurs de la SIL MEF sont en majorité peu lettrés et il arrive des moments où nous avons quelques difficultés à faire comprendre aux acteurs (transformatrices surtout) certains concepts du projet CDAIS tels les 4 capacités fonctionnelles : Capacités à expérimenter et à apprendre, capacités à collaborer, capacités à s'engager dans des processus politiques et stratégiques et les capacités à manager le processus d'innovation.

Aujourd'hui pouvez-vous dire que les femmes de la SIL ont pu renforcer leurs capacités à apprendre et à expérimenter et celles à collaborer ?

Oui, mais pas suffisamment. Aujourd'hui, les transformatrices négocient les modalités des crédits avec leurs



partenaires, elles collaborent avec les équipementiers pour adapter les équipements à leurs besoins. Elles sont plus mobilisées et participent aux rencontres statutaires du groupe. Elles se partagent les connaissances tech-

niques pour améliorer leurs produits.

Dans la mise en œuvre de leurs activités quelles difficultés rencontrent-elles ?

Dans la mise en œuvre de leurs activités, les membres de la SIL MEF doivent faire face à des difficultés liées à l'insuffisance du fond de roulement, au manque d'équipements, à l'indisponibilité au plan national d'emballages adaptés.

En tant que facilitateur de la SIL qu'avez-vous acquis comme connaissances grâce au projet CDAIS ?

Le projet CDAIS m'a beaucoup apporté en tant que facilitateur de la SIL MEF. J'ai pu renforcer mes connaissances en techniques d'animation des rencontres multi-acteurs et ma compréhension de la notion de capacité fonctionnelle.

L'analyse d'un système d'innovation agricole et la conduite d'un projet d'innovation font désormais parties de mon background.

Par ailleurs, je sais comment appliquer une approche itérative dans la conduite d'un projet de développement et utiliser des outils d'analyse des systèmes d'innovation.

Quels sont les prochaines étapes de la SIL MEF à quelques mois de la clôture du projet?

Il est prévu la tenue d'un atelier de renforcement des capacités sur les modalités de contractualisation entre fournisseurs de matière première et transformatrices. Il s'agit de les aider à définir ensemble les modalités et les termes des contrats qui les lient afin de faciliter leur collaboration.

Aussi, nous sommes en pleine rédaction d'un « success story » qui porte sur le changement constaté sur la gestion financière des unités de transformation.

“L’importance des chartes foncières locales réside donc dans sa capacité intrinsèque à résorber la problématique liée à l’accès à la terre.

A seulement trente-neuf ans, Lassaya Nikiéma a un parcours exemplaire et inspirant. Avec une maîtrise en philosophie et un master 2 en épistémologie en cours d’obtention à l’Université Joseph Ki-ZERBO, il est depuis 2013 le chef du Service de la Promotion de la Recherche Scientifique et de l’Innovation (SPRSI) au sein de la Direction Générale de la Recherche Scientifique et de l’Innovation (DGRSI). Comme bon nombre de burkinabè, il est fils d’agriculteur et dès son tendre enfance a appris à cultiver la terre, à conduire les animaux au pâturage et à l’abreuvoir, et aussi à rechercher les termites pour nourrir les poussins. Ces tâches ont fortement contribué à forger sa personnalité.

Dans ce numéro de CDAIS INFO, ce jeune passionné de l’innovation agricole et ancien instituteur, nous fait découvrir la Situation d’Innovation Localisée Chartes Foncières dont il est le facilitateur.

Que pensez-vous du système d’innovation agricole ?

C’est une évidence impersonnelle, le système d’innovation agricole burkinabè est assez jeune. De ce fait plusieurs défis sont à la fois à relever. Notamment, comment développer l’environnement institutionnel et réglementaire pour faciliter le passage à l’échelle des situations d’innovations localisées ? Car, s’il existe de nombreuses innovations agricoles individuelles, celles-ci pour croître ont nécessairement besoin d’un écosystème de services supports à l’innovation adapté, d’un milieu politique et juridique favorable pour pouvoir contribuer efficacement à l’émergence d’une agriculture innovante à même de satisfaire la demande agro-alimentaire et nutritionnelle grandissante et exigeante des populations.

Donnez-nous votre avis sur l’approche du projet ?

Je peux affirmer que le projet CDAIS est

une initiative atypique. En cela que le projet s’intéresse à la dimension fonctionnelle, organisationnelle ou managériale. Ce qui est en soi une innovation de rupture avec ce qui se fait généralement en termes de projets dans le secteur agricole. En effet, qui dit généralement projet dans nos contrées dit apport d’intrants matériels et financiers. Dans le projet CDAIS, c’est l’intangible ou l’invisible qui est mis en exergue. A savoir comment apprendre les situations d’innovations agricoles localisées et les organisations supports à l’innovation à expérimenter et à apprendre, à collaborer, à manager le processus d’innovation, à s’engager dans une démarche stratégique mais aussi à s’adapter face à l’inattendu ou à naviguer dans la complexité. C’est donc un projet d’innovation innovateur !

En tant que facilitateur de la SIL, quelle est l’importance des chartes foncières localisées ?

C’est un constat de fait : ici ou ail-



Lassaya NIKIEMA-Facilitateur de la SIL Chartes Foncières

leurs les populations exploitent les espaces de façon anarchique. Et nous connaissons tout le corolaire qui s’en suit : désertification, pollution et conflits. La Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PNSF/MR) de 2007, suivie de la loi n°034-2009/AN du 16 juin 2009 portant régime foncier rural vise à assurer à l’ensemble des acteurs ruraux, l’accès équitable au foncier, la garantie de leurs investissements et la gestion efficace des conflits fonciers, afin de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la consolidation de la paix sociale. Toute l’importance des chartes foncières locales réside donc dans sa capacité intrinsèque à résorber la problématique liée à l’accès à la terre, surtout la disponibilité des surfaces à l’exploitation agricoles. En effet, les Chartes foncières locales (CFL) est un outil de conventions locales inspirées des règles coutumières de gestion des ressources naturelles. Les CFL constitue un passage de l’oral à l’écrit avec un document de référence enregistré au niveau des communes. L’élabora-

tion d'une CFL suit une démarche typique : participative, co-constructive et consensuelle. Elle autorise ainsi la flexibilité dans les règles énoncées afin de s'adapter aux différents contextes. Plus concrètement, il s'agit entre autres de délimiter, pour exemple trois entités d'espaces dans la commune : une zone dédiée à l'habitation, un espace vert et une zone réservée à l'agriculture et à l'élevage. Les CFL bien conduit dans son processus d'élaboration facilitent la paix sociale et reste une démarche de gestion et de protection durable de l'environnement.

Qui sont ces acteurs des Chartes foncières localisées ?

Les acteurs clés de la SIL Chartes foncières localisées sont en premier lieu les initiateurs de la charte elle-même dont les populations à la base. Notamment les CFV, les coutumiers, les SFR/BD et la commune. En second lieu se situent les concepteurs composés du comité d'initiative et des experts qui accompagnent. En troisième lieu nous pouvons citer les acteurs qui donnent de la valeur à la charte, en particulier l'assemblée villageoise, le conseil municipal et le haut-commissaire. Il y a en outre les acteurs de suivi évaluation de la charte que sont le comité de gestion, la commune et les STD. En plus de ces acteurs, viennent les concepteurs d'outils d'appui aux communes pour l'élaboration des CFL qui sont les services centraux de l'État, en particulier la DGFOMR. En dernière instance, nous pouvons mentionner les acteurs qui financent le processus d'élaboration des chartes que sont les projets et programmes, les Associations et ONG et la commune.

Parlez-nous des objectifs et résultats attendus du diagnostic des CFL ?

En termes d'objectifs du diagnostic de la SIL Chartes foncières locales en

2016, il était surtout question de finaliser les processus des CFL qui étaient en cours d'élaboration, mais aussi d'inventorier les CFL déjà finalisée pour évaluer leur mise en œuvre, et enfin de légitimer ou de conférer une reconnaissance sociale aux chartes existantes.

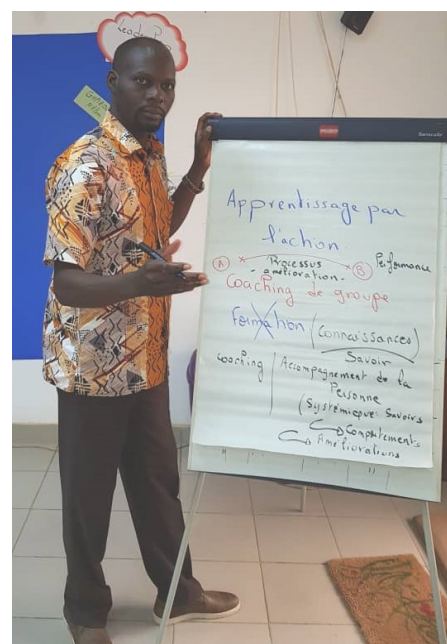
Lors du diagnostic de la SIL 2016, quel était le résultat ?

Le diagnostic de la Situation d'innovation localisée CFL en 2016 a permis d'aboutir à plusieurs constats. Les Chartes foncières locales ne sont pas assez portées par les instances publiques, d'où le manque de financement des Chartes de la part de l'État. Il est vrai que par principe il devrait y avoir une autonomie financière ou un financement à la base. Toutefois, comme cela n'est pas, les partenaires techniques et financiers qui financent l'élaboration des CFL imposent un calendrier qui ne facilite pas. Il est ressorti également du diagnostic qui réunissait l'ensemble des acteurs clés de la SIL; que le poids des traditions reste tenace en dépit de la loi qui confère la propriété de la terre à l'État. Ce qui ne favorise ni la mise en œuvre des CFL existantes, ni la finalisation de certains en cours, encore moins l'adoption à grande échelle de l'innovation elle-même. Il ressort également un manque de coordination entre services du Ministère en charge du foncier pour le suivi-évaluation. Enfin, au niveau local se décline un manque de vision partagée de l'utilité des CFL dans différents contextes et de l'absence d'un guide de référence pour élaborer une charte foncière sans avoir recours à des experts.

Quelles sont les activités qui ont été retenues pour l'accompagnement du projet CDAIS ?

A l'issue du diagnostic de la SIL CFL, un ensemble d'activités a été retenu de

façon consensuelle et validé par un atelier spécifique pour l'accompagnement du projet CDAIS à l'endroit de la SIL. Il s'agissait de renforcer les capacités des CFL à faire des plaidoyers auprès des politiques pour clarifier les non-dits sur les questions foncières. Mais, aussi de soutenir le dialogue



En situation de facilitation lors d'un atelier de renforcement de capacités

politique sur la question du renforcement des capacités des communes à porter les CFL, de redynamiser le réseau du Groupe de Réflexion et d'Action sur le Foncier (GRAF) pour faciliter les partages de connaissances sur les CFL et enfin d'impliquer d'avantage la société civile dans le suivi de l'application des lois.

En tant que facilitateur, quelles sont vos missions ?

La mission de facilitateur dans le projet CDAIS reste assez complexe. Notre appui en facilitation de l'innovation consiste pour la plus part du temps à écouter, aider, assister aux échanges, à la communication, à la discussion, aux débats et à la négociation de situations multi-acteurs ou entre plusieurs partenaires n'ayant pas tou-

jours les mêmes perceptions. Dans le projet CDAIS c'est savoir utiliser de multiples outils pour diagnostiquer une situation ou une organisation support d'innovation, de Construire une chronologie de l'innovation, d'élaborer l'arbre à problèmes /solutions, d'élaborer des questionnaires ou des guides d'entretiens, de rédiger des rapports, d'organiser et gérer des événements, de coacher, d'aider au remplissage de fiches, de traduire du français en d'autres langues. En somme c'est maîtriser un ensemble de concepts liés au projet et savoir conduire des exercices de façon méthodique et méthodologique afin d'atteindre les objectifs assignés au projet : renforcer les capacités fonctionnelles.

Des résultats ont été engrangés dans le cadre de la SIL, parlez-nous de ces résultats.

Il faut dire que le processus d'accompagnement de la SIL-CFL par le projet CDAIS n'a pas été conduit jusqu'au bout. Cela en raison du caractère national et hautement politique de la

SIL. En effet, l'appui de la SIL au regard du plan d'accompagnement établi nécessitait un budget qui se situe au-delà des possibilités du projet CDAIS.

Avez-vous constaté des grands changements au niveau des capacités à collaborer et à s'engager dans des processus politiques et stratégies des acteurs ?

L'atelier de diagnostic a constitué un début de collaboration, sinon une première rencontre entre les acteurs de la SIL. Par la suite, quelques acteurs comme le GRAF et/ou la DGFOMER ont eu à participer au Marché de l'innovation agricole (MIA) tenu en 2017 ainsi qu'au cadre du dialogue politique en janvier 2019. Toutefois, du fait que le plan d'accompagnement de la SIL-CFL n'a pas été mis en œuvre,

et qu'aucune évaluation n'a été conduite, cette question se rapportant aux grands changements au niveau des capacités à collaborer et à s'engager dans des processus politiques et stratégies des acteurs reste encore posée.

Dans le projet CDAIS, hormis la CFL, quelles sont vos autres missions ?

Hormis la CFL, nous avons surtout accompagné la niche d'innovation Système Participatif de Garantie en agriculture biologique (SIL-BioSPG) du Conseil national d'agriculture biologique (CNABio). Nous avons aussi été consultant associé dans le diagnostic des organisations des services supports à l'innovation (SSI) comme le Centre Agricole Polyvalent de Matourkou (CAP-M) ainsi que le Département de Mécanisation (DM) de l'Institut de Recherche en Science appliqué et technique (IRSAT) du CNRST. Nous superviserons bientôt la mise en œuvre de certaines activités par le projet CDAIS pour le renforcement des capacités de la Direction Générale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (DGRSI) dans sa mission de Coordination de la recherche scientifique et de l'innovation.

Le 07 Mars dernier vous avez été élevé au rang de chevalier des palmes académiques. Comment avez-vous accueilli cela ? En quoi le projet CDAIS a-t-il contribué à cette distinction ?

(Sourire) En effet, j'ai été élevé à titre normal au rang de chevalier de l'ordre des palmes académiques avec agrafe enseignement supérieur. C'est une distinction honorifique qui récompense le personnel enseignant pour

leur mérite. J'accueille cette distinction comme une reconnaissance à ma modeste personne mais aussi pour mon corps de métier dont le Personnel d'administration et de gestion, ainsi qu'aux facilitateurs de l'innovation. Quant à la contribution spéci-

"J'ai acquis de nouvelles compétences managériales dans le processus de l'innovation ainsi qu'une maîtrise accrue des outils de facilitation."

fique du projet CDAIS, je ne saurais exactement le dire. Néanmoins, et pour rappel ma formation en tant que facilitateur de l'innovation a nécessité au préalable la caution du premier responsable de la structure dont le DG-RSI. Étant, un projet conjointement mis en

œuvre au Burkina Faso par le Ministère en charge de la recherche, le CIRAD et la FAO, il n'est pas exclu que le dossier que j'ai fourni pendant la proposition pour cette distinction et qui retrace entre autres mes interventions dans les situations d'innovation localisées et les organisations supports à l'innovation (SSI) ait été décisives pour le comité en charge de l'analyse des propositions.

En tant que facilitateur de la SIL qu'avez-vous acquis comme connaissance grâce au projet CDAIS ?

Beaucoup ! Mes connaissances théoriques et pratiques sur les systèmes d'innovation ont évoluées. J'ai acquis de nouvelles compétences managériales dans le processus de l'innovation ainsi qu'une maîtrise accrue des outils de facilitation. Mieux, la méthode CDAIS est extrapolable dans d'autres domaines comme l'administration publique et ailleurs. Elle n'est pas cantonnée à son objet qu'est l'innovation agricole.

Projet CDAIS : Un dispositif d'accompagnement qui propulse les acteurs des Situations Localisées d'Innovation Agricole

Nombreux sont les pays dont le potentiel d'innovation reste encore sous-exploité pour promouvoir la productivité, la compétitivité des produits et la viabilité des produits agricoles. Dans ce sens, le renforcement des capacités fonctionnelles des individus et des organisations des systèmes d'innovation agricoles par la mise en relation entre acteurs, l'apprentissage collectif et la co-construction de solutions s'avère nécessaire pour faire progresser l'innovation agricole et partant le bien-être des populations.

Pour lever les obstacles à la naissance, au développement et au passage à l'échelle des innovations agricoles, le projet CDAIS a mis en place un dispositif d'accompagnement de partenariats d'innovation multi-acteur axé sur le renforcement des capacités fonctionnelles des acteurs.

Au niveau du Burkina, le projet CDAIS a ciblé six Situations d'Innovation Localisées (SILs) et trois organisations fournisseurs de services supports à l'innovation au niveau national. Aux deux niveaux, des démarches d'accompagnement ont été conçues par l'équipe CDAIS/CIRAD.

Le dispositif d'accompagnement des acteurs de Situations d'innovation localisées : diverses compétences réunies au service des acteurs des SILs

Le dispositif d'accompagnement conçu par l'équipe CDAIS/CIRAD repose sur deux composantes : Une équipe de coaching constituée de facilitateurs de l'innovation et de l'équipe-projet ; et un plan d'accompagnement construit de façon participative avec les acteurs de la SIL au début de la démarche d'accompagnement.

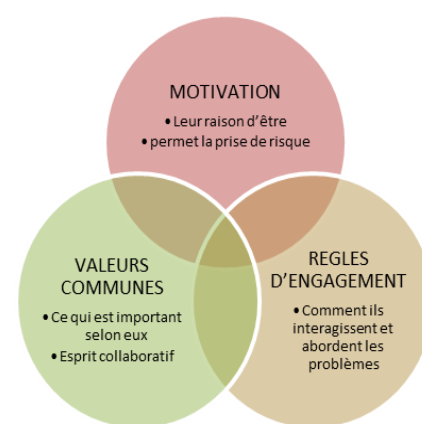
L'équipe de coaching de chaque SIL est composée de deux facilitateurs formés par le projet CDAIS avec des profils différents : un expert des processus collaboratif et un expert de l'innovation-produit visée par la SIL. Leurs rôles sont de faciliter les échanges entre les acteurs de la SIL pour faire aboutir leur projet d'innovation, les aider à sélectionner des objectifs prioritaires, à con-

cevoir une stratégie et un plan d'action ; les mettre en relation avec des organisations qui peuvent leur apporter les connaissances, techniques ou services dont ils ont besoin pour progresser. L'ensemble de ces éléments est consigné dans un plan d'accompagnement qui sert de feuille de route aux facilitateurs. L'équipe-projet est chargée d'aider à la conception d'actions de renforcement de capacité des acteurs de la SIL, et supervise le déroulement des activités de façon à garantir des résultats et à respecter des contraintes de temps et de budget.

Quels sont les principes de la démarche d'accompagnement ?

La démarche d'accompagnement se fonde sur un principe d'accompagnement dit « supervisé » des apprentissages : il s'agit de créer un cadre avec des outils et des incitations pour suivre et orienter un processus d'innovation en fonction des besoins et des capacités des acteurs qui portent le projet d'innovation. Les partenariats multi-acteurs sont souvent propices à des comportements opportunistes, à des malentendus liés à des valeurs ou cultures différentes, à des lenteurs liées au fonctionnement propre des organisations impliquées dans ces partenariats. L'accompagnement supervisé aide à lever ces obstacles et à gagner du temps. Le facilitateur a notamment pour mission de proposer des règles d'engagement communes qui vont faciliter les interactions multi-acteurs, de faire émerger des valeurs communes

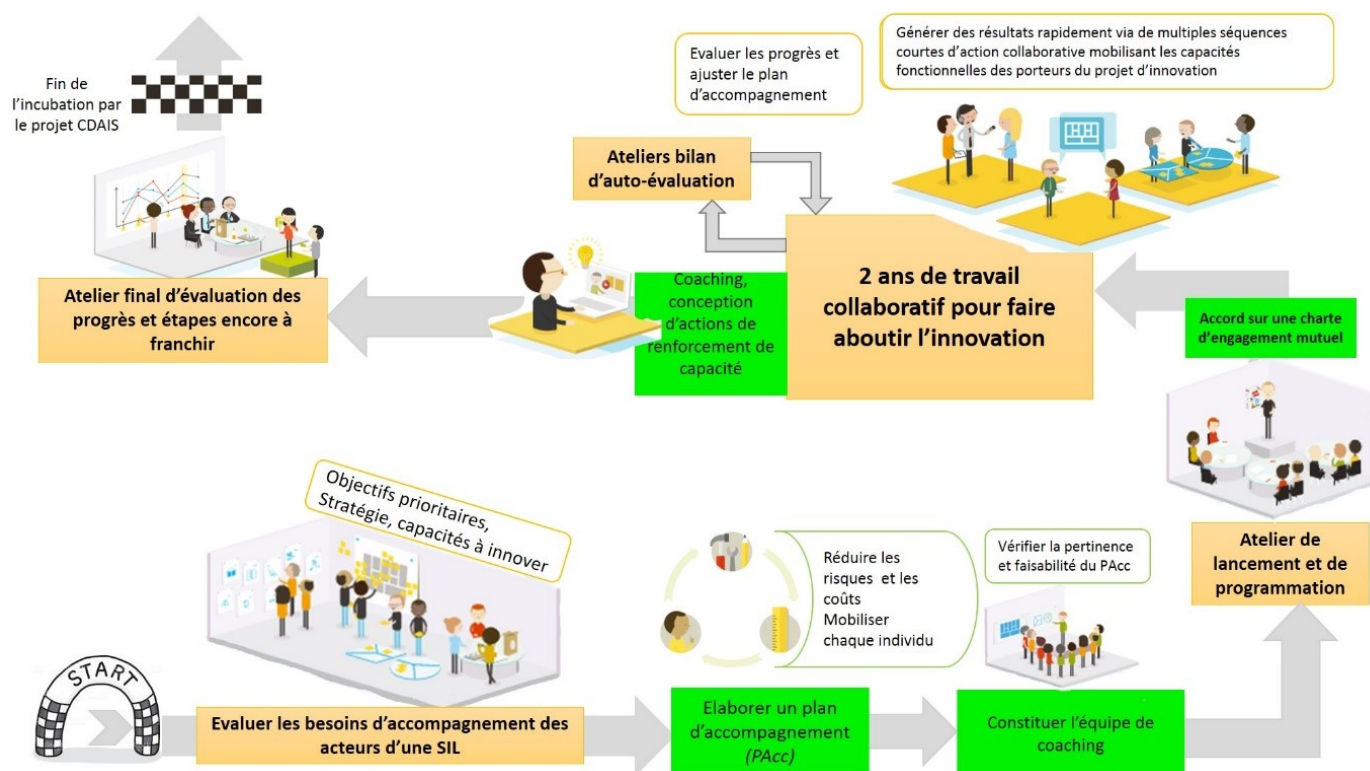
et ainsi de susciter la motivation des acteurs à travailler conjointement dans la durée, en s'appuyant sur la formulation d'objectifs prioritaires et d'une stratégie d'action.



Les marqueurs de progrès sont définis de façon participative par les acteurs eux-mêmes lors de l'atelier initial d'évaluation des besoins d'accompagnement. Ils sont utilisés pour responsabiliser chaque individu et chaque organisation dans sa contribution au processus d'innovation collaborative : chacun doit être conscient de ses faiblesses et des progrès à réaliser pour que l'ensemble du collectif atteigne les objectifs fixés.

Les étapes de la démarche d'accompagnement





La démarche d'accompagnement du projet CDAIS s'organise en plusieurs étapes représentées par la figure ci-jointe.

Une fois que la SIL a été identifiée et sélectionnée par le projet CDAIS, un atelier d'évaluation des besoins d'accompagnement est organisé, et permet l'élaboration d'un plan d'accompagnement et d'une équipe de coaching. Il s'agit de délimiter le périmètre des acteurs concernés, d'évaluer le niveau des capacités fonctionnelles des acteurs, de créer une compréhension commune des obstacles à lever pour faire aboutir l'innovation, d'identifier les objectifs communs et proposer des actions collectives de renforcement de capacités fonctionnelles. Cet exercice est fait à travers un atelier multi-acteurs qui regroupe l'ensemble des acteurs potentiels du partenariat d'innovation.

Un atelier de lancement avec les acteurs de la SIL est organisé pour programmer le déroulement des activités et s'engager mutuellement par le biais d'une charte de collaboration.

Pendant environ deux ans les acteurs de la SIL sont accompagnés au fil de leurs activités et sont réunis régulièrement pour des sessions de renforcement de capacités (formation, ateliers de co-conception, ateliers de mise en relation, ateliers d'échange, etc),

Les résultats de chaque action de renforcement de capacité sont systématiquement discutés avec les facilitateurs avant de lancer l'activité suivante. Des ajustements tactiques peuvent être faits en fonction des priorités des acteurs ou des opportunités dans l'environnement de l'innovation.

Des sessions d'auto-évaluation sont organisées tous les 6-8 mois afin d'évaluer les marqueurs de progrès et d'ajuster le plan d'accompagnement.

En fin de projet, un bilan est réalisé de façon à encourager les acteurs à poursuivre leur action collaborative si l'innovation n'est pas achevée et à trouver de nouveaux partenaires qui pourraient les aider. Son objectif est d'évaluer les progrès réalisés en matière de renforcement des capacités

fonctionnelle, de décrire la dynamique des relations entre les acteurs, d'évaluer la pertinence du dispositif d'accompagnement et de définir les nouvelles orientations pour la SIL.

Les acteurs apprécient positivement le dispositif d'accompagnement du projet CDAIS. C'est en cela qu'ils confient qu'il s'agit un processus qui permet à chaque individu et organisation de comprendre son rôle au sein de la communauté d'innovation et de se sentir responsable des changements à opérer pour faire aboutir l'innovation.

Contacts

Point Focal Agrinatura : Aurélie TOILLIER CIRAD - UMR Innovation **E-mail:** aurelie.toillier@cirad.fr

Chargé du suivi-évaluation -apprentissage CDAIS Burkina Faso : Aristide Wendyam SEMPORE **E-mail:** semporearistide@yahoo.fr

Site web: www.cdais.net